

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

PIERRE CAUBOUÉ

Chronique des statistiques bancaires et des questions monétaires

Journal de la société statistique de Paris, tome 94 (1953), p. 261-276

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1953__94__261_0

© Société de statistique de Paris, 1953, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

VI

CHRONIQUE DES STATISTIQUES BANCAIRES
ET DES QUESTIONS MONÉTAIRES

Comme dans nos précédentes chroniques, nous commencerons par donner les dernières situations des banques publiées au B. A. L. O. au moment où nous écrivons, c'est-à-dire en octobre 1953.

Celles-ci se trouvent être les situations au 31 décembre 1952 et 30 juin 1953.

Nous donnons également, afin de permettre des comparaisons instructives, la situation au 31 décembre 1951.

	EN MILLIONS DE FRANCS		
	31 décembre 1951	31 décembre 1952	30 juin 1953
ACTIF			
Caisse, Trésor public, banques d'émission.	100.700	93.200	90.900
Banques et correspondants	199.500	202.800	257.100
Portefeuille effets	1.317.100	1.331.100	1.292.900
Coupons	3.200	4.100	6.000
Comptes courants	200.400	240.900	283.000
Avances garanties.	24.000	27.100	31.300
Avances et débiteurs divers	44.500	51.700	71.200
Débiteurs par acceptations	51.700	44.300	48.500
Titres	27.400	34.800	36.000
Actionnaires.	200	400	400
Comptes d'ordre et divers	60.600	70.700	48.800
Immeubles et mobilier	7.300	9.000	9.500
Pertes des exercices antérieurs.	100	100	»
	<u>2.036.700</u>	<u>2.110.200</u>	<u>2.175.600</u>
Balance (position des agences extra-métropoli- taines)	4.200	5.100	3.700
	<u>2.040.900</u>	<u>2.115.300</u>	<u>2.179.300</u>
PASSIF			
Comptes de chèques	426.500	461.600	486.900
Comptes courants	991.400	974.400	991.900
Banques et correspondants	157.600	154.400	146.800
Comptes exigibles après encaissement.	43.200	42.400	43.100
Créditeurs divers.	157.400	171.000	203.500
Acceptations à payer.	51.600	43.400	47.800
Dividendes restant à payer	200	300	1.800
Bons et comptes à échéance fixe	66.900	85.200	102.000
Obligations	100	200	100
Comptes d'ordre et divers.	96.700	124.300	93.700
Réserves	16.500	22.700	23.800
Capital.	28.700	32.100	35.300
Bénéfices reportés	800	1.000	1.200
	<u>2.037.600</u>	<u>2.113.000</u>	<u>2.177.900</u>
Balance.	3.300	2.300	1.400
	<u>2.040.900</u>	<u>2.115.300</u>	<u>2.179.300</u>
HORS BILAN			
Engagements par cautions et avals	265.500	338.300	366.800
Effets escomptés circulant sous endos (1).	600.500	634.100	643.800
Ouvertures de crédits confirmés.	130.100	114.400	123.600

(1) Les effets circulant sous endos ne comprennent pas les bons du Trésor et valeurs assimilées.

Ces situations ne comprennent pas : la Banque de France, la Banque de l'Algérie et de la Tunisie, le Crédit Foncier de France, le Crédit National, la Banque Française du Commerce Extérieur, les banques populaires, les banques du secteur coopératif, les caisses de crédit agricole.

Elles comprennent, par contre, les sièges métropolitains des banques d'émission coloniales.

Nous allons maintenant étudier l'évolution des différents postes de ces situations pendant la période envisagée, postes dont, dans nos précédentes chroniques, nous avons donné la signification.

ACTIF, en millions de francs.

Portefeuille effets

31 décembre 1951 : 1.317.100.
31 décembre 1952 : 1.331.100, soit une augmentation de 10,6 %.
30 juin 1953 : 1.292.900, soit une diminution de 2,86 %.

La progression de ce poste en 1952 a été insignifiante, alors que les années précédentes elle avait été de 19 % en 1951, 21 % en 1950 et 24 % en 1949. Si ce poste ne comprenait que des effets commerciaux, il serait en nette régression, mais comme nous l'avons déjà indiqué, il englobe également des bons du Trésor et des effets de crédit mobilisables ou non à l'Institut d'émission.

Comptes courants

31 décembre 1951 : 200.400.
31 décembre 1952 : 240.900, soit une augmentation de 20,20 %.
30 juin 1953 : 283.000, soit une augmentation de 17,47 %.

La progression de ce poste continue à la même cadence. Cette évolution du point de vue monétaire ou général est favorable, car il est préférable que les crédits accordés aux entreprises le soient sous forme de comptes courants plutôt que sous forme de création d'effets mobilisables ou non.

Avances garanties

31 décembre 1951 : 24.000.
31 décembre 1952 : 27.100, soit une augmentation de 12,91 %.
30 juin 1953 : 31.300, soit une augmentation de 15,49 %.

Augmentation constante, comme d'ailleurs en 1949, 1950 et 1951.

Titres

31 décembre 1951 : 27.400.
31 décembre 1952 : 34.800, soit une augmentation de 27 %.
30 juin 1953 : 36.000, soit une augmentation de 3,44 %.

Cette augmentation traduit à la fois de nouvelles participations prises par les banques dans le capital des entreprises et l'utilisation de leurs droits de souscription dans les augmentations de capital des sociétés dont elles possèdent des actions.

PASSIF

Comptes chèques et comptes courants

31 décembre 1951	: 1.417.900.
31 décembre 1952	: 1.436.000, soit une augmentation de 1,27 %.
30 juin 1953	: 1.478.800, soit une augmentation de 2,98 %.

L'augmentation des dépôts pendant la période sous revue a été infime et elle a porté uniquement sur les comptes chèques tandis que les comptes courants étaient en diminution au 31 décembre 1952 sur le 31 décembre 1951 et revenaient à ce dernier chiffre le 30 juin 1953.

En général, les comptes chèques augmentaient d'une façon beaucoup moins importante que les comptes courants. Le fait que ces derniers comptes n'aient pas progressé alors qu'au cours de l'année 1952 l'ensemble des crédits mis à la disposition de l'économie française augmentait de 20 %, montre que pendant cette période il y a eu dans le circuit bancaire une fissure par laquelle se sont écoulés les dépôts formés par les crédits.

Banques et correspondants

31 décembre 1951	: 157.600.
31 décembre 1952	: 154.400, soit une diminution de 2,03 %.
30 juin 1953	: 146.800, soit une diminution de 4,92 %.

La diminution de ce poste montre que les banques n'ont pas augmenté leurs emprunts à la Banque de France contre bons du Trésor, acceptations du Crédit National ou de la Caisse des Marchés, etc...

Créditeurs divers

31 décembre 1951	: 157.400.
31 décembre 1952	: 171.000, soit une augmentation de 8,64 %.
30 juin 1953	: 203.500, soit une augmentation de 19 %.

Ainsi qu'il a été dit dans les chroniques précédentes, les plus grosses variations de ce poste sont imputables au mouvement des souscriptions de titres.

Bons et comptes à échéances fixes

31 décembre 1951	: 66.900
31 décembre 1952	: 85.200, soit une augmentation de 27,35 %.
30 juin 1953	: 102.000, soit une augmentation de 19,71 %.

Ce compte a continué, à moins vive allure il est vrai, la progression qu'il avait commencée en 1948. La continuité de ce mouvement et son importance constituent un facteur excessivement favorable pour le système bancaire français.

Capital

31 décembre 1951	: 28.700.
31 décembre 1952	: 32.100, soit une augmentation de 11,85 %.
30 juin 1953	: 35.300, soit une augmentation de 9,96 %.

La disproportion du capital des banques avec leurs engagements s'est légèrement atténuée. Même en y ajoutant les réserves, les moyens propres dont dispose le système bancaire français sont trop peu importants et cela constitue une de ses faiblesses.

HORS BILAN

Engagements par cautions et avals

31 décembre 1951	: 265.500.
31 décembre 1952	: 338.300, soit une augmentation de 27,41 %.
30 juin 1953	: 366.800, soit une augmentation de 8,42 %.

Ce poste continue à progresser vigoureusement après un certain ralentissement en 1951. La défense faite aux compagnies d'assurances de pratiquer certaines cautions doit être une explication de la dernière augmentation. Le décret du 30 septembre 1953 a prescrit que les mandataires et commissionnaires aux Halles Centrales doivent fournir la caution bancaire d'un établissement agréé par la Ville de Paris afin de garantir les droits des expéditeurs.

Effets escomptés circulant sous endos

31 décembre 1951	: 600.500.
31 décembre 1952	: 634.100, soit une augmentation de 5,59 %.
30 juin 1953	: 643.800, soit une augmentation de 1,52 %.

Très faible augmentation de ce poste par rapport aux années précédentes. La pression des banques sur l'Institut d'émission a cessé de s'exercer.

Ouvertures de crédits confirmés.

31 décembre 1951	: 130.100.
31 décembre 1952	: 114.400, soit une diminution de 12,06 %.
30 juin 1953	: 123.600, soit une augmentation de 8,04 %.

Conclusion

La conclusion de cette étude est la suivante :

Au cours de l'année 1952 et du premier semestre 1953, la situation générale du système bancaire français s'est stabilisée et, s'il y a eu de nouvelles demandes de crédit de l'économie, il y a fait face par ses propres moyens sans recourir à l'Institut d'émission ou à d'autres établissements réescompteurs.

En ce qui concerne le coefficient de liquidité des banques, nous continuons à regretter que le Conseil National du crédit ne donne pas ce coefficient qu'il est seul à connaître comme nous l'avons expliqué maintes fois. Il est vrai qu'à l'heure actuelle la liquidité des banques est fonction en partie du réescompte qu'elles ont à l'Institut d'émission et qu'il peut s'établir, pour une large part, par l'écart qui existe entre l'encours qu'elles ont à la Banque de France et le plafond que cet établissement leur a assigné.

Quoi qu'il en soit, nous avons continué à le calculer en nous basant sur les chiffres publiés par la situation qui sont, comme nous l'avons maintes fois expliqué, incomplets. Nous ne pouvons donc donner qu'un chiffre très approxi-

matif et très au-dessus du chiffre réel puisque nous prenons comme liquide le montant du Portefeuille-effets, alors qu'il ne l'est qu'en partie.

Nous obtenons ainsi le chiffre de liquidité suivant :

Au 31 décembre 1952 = 0,86.
Au 30 juin 1953 = 0,83.

contre :

0,83 au 30 juin 1952,
0,86 au 31 décembre 1951,
0,81 au 31 décembre 1950,
0,80 au 31 décembre 1949,
0,83 au 31 décembre 1948,
0,79 au 31 décembre 1947,
0,80 au 31 décembre 1946.

Le coefficient de liquidité des banques est exactement le même qu'au 31 décembre 1951 et au 30 juin 1952.

SITUATION DES DÉPÔTS

Nous donnons ici la situation mensuelle des dépôts des quatre grands établissements de crédit : Crédit Lyonnais, Société Générale, Comptoir National d'Escompte de Paris, Crédit Industriel et Commercial, celle de la circulation fiduciaire et le rapport de la circulation fiduciaire aux dépôts. Pour des explications plus détaillées concernant le tableau, nous nous permettons de renvoyer le lecteur à nos précédentes chroniques (n° 7 du 8 juillet 1945, p. 182).

MONTANT DES DÉPÔTS dans es quatre grands établissements de crédit; en milliards de francs	DATE	MONTANT de la circulation fiduciaire en milliards	POURCENTAGE de la circulation fiduciaire aux dépôts
32,5	31 décembre 1938	112	3,44
41,5	31 décembre 1939	151	3,63
61	31 décembre 1940	218	3,57
75,3	31 décembre 1941	270	3,58
85	31 décembre 1942	382	4,40
98,9	31 décembre 1943	500	5,06
109,3	31 décembre 1944	572	5,23
197,7	31 décembre 1945	570	2,88
252,2	31 décembre 1946	733	2,90
300,5	31 décembre 1947	920	3,06
477	31 décembre 1948	987	2,06
548	31 décembre 1949	1.278	2,33
644	31 décembre 1950	1.560	2,42
765 (1)	31 décembre 1951	1.874	2,46
693	31 janvier 1952	1.866	2,69
692	28 février 1952	1.880	2,71
700	31 mars 1952	1.861	2,76
700	30 avril 1952	1.925	2,75
756	31 mai 1952	1.900	2,55
715	30 juin 1952	1.885	2,63
715	31 juillet 1952	1.984	2,77
730	31 août 1952	1.969	2,70
722	30 septembre 1952	2.041	2,82
740	31 octobre 1952	2.030	2,74
789	30 novembre 1952	2.036	2,60
760	31 décembre 1952	2.123	2,79
763	31 janvier 1953	2.064	2,70
751	28 février 1953	2.101	2,79
756	31 mars 1953	2.137	2,82
758	30 avril 1953	2.127	2,81
755	31 mai 1953	2.089	2,76
767	30 juin 1953	2.147	2,80
794	31 juillet 1953	2.211	2,78
802	31 août 1953	2.220	2,76

(1) Ce chiffre est gonflé par suite du report de l'échéance de fin d'année, le 31 décembre ayant été jour férié.

Pendant la période sous-revue, le rapport entre la circulation fiduciaire et les dépôts a crû nettement ce qui indique que la formation des dépôts s'est ralentie alors que la circulation fiduciaire augmentait. Cette tendance du rapport constitue un indice défavorable.

ACTIVITÉ DU CONSEIL NATIONAL DU CRÉDIT
ET DES ORGANISMES PROFESSIONNELS BANCAIRES
LA POLITIQUE DU CRÉDIT

La période sous-revue du point de vue qui nous occupe a un double caractère qui peut sembler contradictoire. D'une part, il ne s'est rien passé dans l'orientation de la politique bancaire; il n'y a pas eu de modifications dans les modalités par lesquelles s'exprime cette politique, si ce n'est quelques facilités accordées à certaines formes de crédit sur lesquelles nous donnerons quelques explications; mais par contre on a assisté, pour la première fois depuis 1947, à un ralentissement de la pression des demandes d'escompte des banques à l'Institut d'émission et celles-ci se sont trouvées avec des encours d'escompte non utilisés importants à la Banque de France. Le système bancaire français, après avoir servi toutes les demandes de crédit solvables qui se sont présentées, se trouva ainsi avec un excédent de possibilités de crédit à l'Institut d'émission de cent milliards (1).

L'expérience Pinay a eu comme résultat d'arrêter la psychose d'inflation, de faire baisser légèrement les prix pour ensuite les stabiliser. Évidemment M. Pinay a moins bien réussi sur le plan budgétaire, sans doute parce que le Parlement ne l'a pas suivi et il n'est pas arrivé à redresser les finances de l'État. Échec également sur le plan psychologique où il n'a pas pu créer l'ambiance de confiance dans laquelle un jour, peut-être prochain, détenteurs d'or et de devises les réaliseront en masse, réalisations qui, comme nous l'avons indiqué autre part, résoudre nos difficultés actuelles en en créant d'ailleurs de nouvelles (2).

L'inflation privée au cours des années 1952 et 1953 s'est donc usée. Elle a perdu de sa vitesse.

La stabilité des prix a pu être aidée par le contrôle du crédit; elle n'a pas été provoquée par lui, car elle a pris une allure internationale. Dans le monde entier, les prix ont d'ailleurs plus baissé qu'en France, mais comme toujours,

(1) A ce sujet, le rapport du Crédit du Nord s'exprime ainsi : « Les mesures de renforcement du contrôle du crédit prises au cours du dernier trimestre 1951 furent maintenues durant toute l'année 1952 et n'ont pas encore été abrogées. Nous en sentîmes le poids en janvier et février 1952, mais dès le renversement de la tendance inflationniste provoqué par l'arrivée au pouvoir de M. Pinay, nos besoins de réescompte se réduisirent très vite. L'amélioration se poursuivit ensuite et se maintint malgré les besoins saisonniers de la campagne sucrière de l'hiver dernier, de telle sorte que nous pûmes étudier toutes les demandes de crédit qui nous furent présentées sans avoir à nous préoccuper d'une façon excessive de leur répercussion sur notre trésorerie proche. La courbe du marché cambiste ainsi que celle des prix de l'or illustrent d'ailleurs fort bien cette évolution. Alors qu'au mois de février 1952 les reports sur la livre sterling atteignirent 20 % et le prix du kilo d'or 630.000 francs, à partir de juillet les reports sur la livre sterling se détendaient fortement pour se stabiliser autour de 5 % tandis que l'or revenait aux environs de 500.000 francs le kilo. »

(2) Cf. Mon article « Inflation. Contrôle du Crédit Étalon-or ». Revue de la Banque, année 1953, n° 2, p. 142.

si le rôle du contrôle du crédit ne fut pas primordial, il joua quand même une partie secondaire.

La théorie que nous soutenons ici depuis de nombreuses années, que le contrôle du crédit ne peut avoir qu'un rôle adjuvant et non déterminant, commence d'ailleurs à gagner certains milieux comme le prouvent les extraits de rapports ci-dessous (1).

Si l'on est sorti de la période inflationniste dans le secteur privé, la tendance s'est accrue dans le secteur public. Du 31 décembre 1952 au 31 mars 1953, à la Banque de France, les crédits à l'économie ont diminué de 99 milliards, les réserves de devises de 16 milliards, alors que les créances sur le Trésor ont augmenté de 165 milliards. Il est vrai que, pendant le second trimestre 1953, les crédits à l'économie (2) ont augmenté de 95 milliards, alors que les créances sur le Trésor public ne progressaient que de 29 milliards. On a donc assisté en 1952 et pendant le premier trimestre 1953 à une contraction de l'inflation productive qui aurait dû normalement se traduire par une diminution des moyens de paiement, laquelle n'a pas eu lieu car il se produisit en même temps une inflation d'État ou budgétaire plus pernicieuse que l'autre parce qu'en contrepartie il n'y a aucune création de richesse, mais une créance sur l'État.

« Nous sommes », a écrit très justement M. Jean Luc, « dans une nouvelle phase d'inflation. Et, contrairement à ce qui s'était passé depuis la Libération, l'origine en est purement budgétaire alors que jusque-là s'y trouvait intimement mêlée la course des prix et des salaires ».

En novembre 1952, une certaine récession économique s'étant manifestée dans le pays, on se demande si une modification de la politique du crédit n'amènerait pas une amélioration de la conjoncture et n'assurerait pas la relance de l'économie.

L'économie était encore bien faible, la stabilité des prix bien fragile pour que l'on puisse essayer de provoquer cette relance par un abaissement du taux de l'escompte. D'ailleurs, les expériences faites à l'étranger d'une telle politique ont amené des résultats décevants (3) et on se contenta, comme nous le verrons plus tard, d'abaisser certaines conditions et de favoriser la vente d'objets d'équipement particulier en admettant au réescompte de la Banque de France les effets sur particuliers concernant la vente à tempérament d'appareils élec-

(1) « On observe », lit-on dans le rapport de la Société Générale, « à l'heure actuelle, une certaine tendance à considérer le crédit bancaire comme une panacée. Celui-ci constitue, sans doute, un élément indispensable de la vie économique et il est à souhaiter que sa répartition soit assurée sans à-coups et sans entraves. Mais imaginer que le crédit peut être détourné de son rôle normal pour parer aux difficultés de tous ordres de l'heure présente, constitue une illusion qui conduit à négliger les problèmes plus pressants et à tenter des manipulations hasardeuses ». De même, le rapport du Conseil National du Crédit disait : « Les difficultés actuelles de l'économie française ne sont pas imputables à une distribution globalement insuffisante du crédit bancaire. Ce n'est pas sur le plan du crédit que se situent les éléments essentiels de la solution qu'appelle l'ensemble des problèmes économiques et financiers du moment. »

(2) Il y a d'ailleurs lieu de remarquer que sous la rubrique « Crédits à l'économie » figurent également de nombreuses créances sur le Trésor, bons du Trésor, acceptations du Crédit National et de la Caisse de Marchés de l'État et obligations cautionnées (Cf. à ce sujet notre article « La situation hebdomadaire de la Banque et sa signification économique », Bulletin trimestriel de la Société de Comptabilité de France, janvier 1953, p. 166 et 167).

(3) Cf. notre article : « Le Crédit et la Relance de l'économie ». Le lien comptable, n° de juin 1953.

triques ayant valeur d'outillage. Ces facilités furent ensuite étendues au papier émis en contrepartie d'achats d'appareils de chauffage et de cuisine. La Banque de France décida également, en février 1953, de réescompter le papier tiré sur les cultivateurs en contrepartie de ventes d'engrais. Enfin, une loi du 15 avril 1953 porta de 70 à 80 % la quotité du prêt accordé par le Crédit Foncier pour la construction de logements économiques et familiaux.

La tendance de revenir au crédit qualificatif ou sélectif que nous avons signalée dans notre dernière chronique fut maintenue au cours de la période sous-revue comme nous venons de le voir (1). Afin de favoriser le commerce extérieur, les effets émis en mobilisation de créances tirées sur l'étranger furent admis sur le marché monétaire avec un renouvellement de trois mois, alors qu'auparavant ils étaient pris à condition que l'échéance de la créance concordât avec celle de l'effet.

La plus grande aisance de trésorerie des banques mit fin, en partie, à la pratique des taux élevés pour les dépôts de fonds importants, pratique qui constituait une infraction aux règlements bancaires. Il semble d'ailleurs que la Commission de Contrôle soit incapable de déceler ces infractions. S'il en est ainsi, il serait préférable de supprimer l'obligation des conditions bancaires qui pénalise les banques respectueuses du règlement au profit de celles qui s'en moquent. Le Conseil Économique a d'ailleurs demandé la suppression de la réglementation des conditions bancaires.

Au sujet du contrôle des banques, l'autorité de la Commission de Contrôle sur celles-ci continue souvent à ne pas s'exercer faute de sanctions sévères lorsque des infractions sont relevées.

Comme nous l'avons déjà dit, en vue d'associer les banques à la politique de baisse des prix que le Gouvernement pratiquait, le Conseil National du Crédit réduisit, le 6 novembre 1952, certaines commissions bancaires dans les proportions suivantes :

Frais de gestion des comptes	{ Commission proportionnelle de mouvement : 1/3. } Commission fixe : 1/2.
Commissions sur caution	{ Marchés publics : 1/3. } Contributions indirectes : 1/4.
Financement des exportations	{ Commission d'endos : 1/2. } Commission sur caution : 1/3.

En septembre 1953, afin toujours de favoriser la baisse des prix, le ministre des Finances préconisa une politique d'argent bon marché par la révision des conditions bancaires et par un abaissement des taux d'intérêt. Il est certain, comme nous l'avons signalé dans notre dernière chronique, que certaines banques ou établissements financiers pratiquaient des taux trop élevés. N'avons-nous pas vu le Tribunal correctionnel de Nice constater, par un jugement du 20 mai 1952, que le taux moyen pratiqué pour des prêts à des fonctionnaires ne dépassait pas 28 % à 30 % ! Quoi qu'il en soit, le 17 septembre 1953, le Conseil National du Crédit réduisit plusieurs conditions.

(1) « Le crédit », disait M. Georges Bidault dans sa déclaration ministérielle du 10 juin 1953, « qu'il provienne des banques ou du Trésor doit être orienté vers les entreprises qui acceptent de réduire leurs prix de vente ou d'affecter une participation de leurs résultats en faveur de leur personnel ou de bâtir des logements ».

Les valeurs des différentes inscriptions au débit et au crédit des comptes de la clientèle furent diminuées (1).

Les commissions d'ouverture de crédits documentaires révocable et irrévocable sur la France et l'étranger furent réduites d'un tiers.

Certaines commissions uniformes relatives à des opérations secondaires qui faisaient l'objet d'une codification furent rendues libres.

On se souvient que nous avons indiqué dans nos précédentes chroniques que les banques se plaignaient de la concurrence qui leur était faite par les compagnies d'assurances dans le domaine de la caution. A ce sujet, le ministre des Finances a donné comme instructions aux receveurs des Contributions indirectes de ne plus recevoir des compagnies d'assurances de cautions concernant les délais accordés aux commerçants pour le paiement de la taxe sur le chiffre d'affaires. Par la suite, un arbitre a été nommé pour décider si la caution constituait une opération bancaire, auquel cas elle aurait été réservée, d'après la loi bancaire, uniquement aux banques. La sentence fut tellement obscure que banques et compagnies d'Assurances se déclarèrent satisfaites et que les choses en restèrent là.

Signalons, du point de vue social, que le comité directeur des Syndicats Nationaux de Cadres de la Banque, dont font partie plusieurs directeurs de grands établissements de crédit, a exprimé dans sa séance du 29 avril 1953 sa mauvaise humeur contre l'Association professionnelle des Banques « qu'il considérait comme largement responsable de l'agitation constatée dans la profession à cette époque ».

Enfin, constatons que les tentatives de déflation, bien timorées cependant, de M. Laniel en juillet 1953 ont provoqué dans tout le pays un mouvement de grèves tel qu'on n'en avait jamais vu et confirmant, au-delà de ce que nous eussions pensé, ce que nous écrivions en mai 1953 (2) et, dans une certaine mesure, la théorie de M. Sauvy concernant l'hostilité de la classe ouvrière à la baisse des prix. Constatons également que le gouvernement de M. Laniel inaugura en octobre 1953 une politique de la productivité, de façon, déclara M. Edgar Faure, ministre des Finances, « à préparer la subordination des finances à l'économie ». L'Allemagne hitlérienne avait déjà réalisé cette subordination (3).

LE CRÉDIT A MOYEN TERME

« Dans la seconde moitié de l'année 1952 », lit-on dans le rapport de la Banque de France, « les crédits d'équipement qui n'étaient soumis à aucun plafonnement ont encore augmenté d'une façon considérable ». Les opérations de mobilisation d'effets représentatifs de crédits à moyen terme d'une durée maximum de cinq ans, effectuées au Crédit National, s'élevaient au 31 décembre 1952 à 231.613.483.154 contre 175.245.347.579 au 31 décembre 1951, soit

(1) Depuis fort longtemps, la clientèle se plaignait de la durée de ces valeurs dont elle ne comprenait pas la raison (Cf. notre livre, Banque et problèmes bancaires du temps présent, p. 62). D'autre part, les banques répugnaient à modifier ces conditions car le jeu des valeurs constituait pour elles une source importante de bénéfices.

(2) Les crédits à l'exportation. *Bulletin de la Société de Comptabilité de France*, juillet 1953.

(3) Cf. mon livre Banque et problèmes bancaires du temps présent, p. 43.

une augmentation de 56.368.135.575, compte tenu des amortissements, contre 26.052.911.733 en 1951 et 19.930.108.321 en 1950.

Par rapport à 1951, les engagements pris en 1952 marquent donc une progression de 80 %.

Cette augmentation a continué pendant le premier semestre 1953 comme le tableau suivant des risques bancaires recensés par la Centrale des Risques qui fonctionne à la Banque de France (1) permet de le constater :

EFFETS COMMERCIAUX	CAISSE des marchés	MOYEN TERME	CRÉDITS mobilisables	CRÉDITS NON mobilisables	TOTAL
<i>En millions de francs</i>					
<i>Au 31 décembre 1951</i> 696.603	63.883	238.216	306.819	833.955	1.639.475
<i>Au 31 décembre 1952</i> 728.969	95.869	392.823	402.386	482.842	2.052.889
<i>Au 30 juin 1953</i> 709.949	78.243	472.676	352.021	482.289	2.095.178

Ainsi, alors que du 31 décembre 1951 au 30 juin 1953 le chiffre des effets commerciaux augmentait de 1 %, celui des crédits à moyen terme progressait de 99 %. Diminution de 2 % des effets commerciaux du 31 décembre 1952 au 30 juin 1953 contre augmentation de 25 % des crédits à moyen terme.

Il y a là, il faut bien le reconnaître, une situation qui n'est pas saine et cela d'autant plus que certains crédits accordés au cours du premier semestre 1953 ont paru hasardeux à plusieurs membres des comités qui les accordent. Nous avons été des premiers à préconiser l'accès à la Banque de France des effets représentant les emprunts à moyen terme nécessaires à notre industrie pour sa modernisation, malgré les inconvénients que présente une telle pratique. Mais de tels errements ne doivent pas s'implanter et il est grand temps que l'on crée le climat favorable à des moyens de financement plus rationnels.

Le lecteur se souviendra que nous avons souvent dit, dans cette chronique, que le temps de cinq ans pour amortir des modernisations d'outillage nous semblait trop court. A quoi des articles d'inspiration officielle avaient répondu que le système pouvait très bien fonctionner parce qu'après tout les machines

(1) Crédits recensés dans la rubrique « Crédits mobilisables » du Service central des risques.

a) Crédits accordés par acceptations de banque.

b) Crédits à court terme assortis d'un aval conditionnel de la Caisse des Marchés de l'État. Seuls les crédits à court terme faisant l'objet d'un engagement inconditionnel de la Caisse Nationale des Marchés de l'État sont classés dans la rubrique « Caisse des Marchés ».

Les crédits à moyen terme consentis avec l'intervention de la C. N. M. E. sont classés dans la rubrique « Moyen terme ».

c) Escompte d'effets de financement de récoltes revêtus de la signature de l'O. N. I. C.

d) Escompte d'autres effets de mobilisation et de crédit, de warrants, de warrants industriels et agricoles, dans la mesure où ces effets sont mobilisables à une banque d'émission.

e) Escompte d'effets dits « effets de fournisseurs » ou « escompte indirect », c'est-à-dire d'effets correspondant à des ventes commerciales, mais qui sont négociés par les tirés au lieu de l'être par les tireurs.

Crédits recensés dans la rubrique « Crédits non mobilisables » du Service Central des Risques :

a) Comptes courants débiteurs,

b) Avances garanties sur titres ou sur marchandises,

c) Escompte d'effets non réescomptables dans les banques d'émission.

dureraient plus de cinq ans. Cependant, au cours du premier semestre 1953, le ministre du Commerce, M. Louvel, afin d'aider les industries de transformation, préconisa l'octroi à ces industries de prêts bancaires d'une durée qui n'excéderait pas dix ans, le taux d'intérêt étant le même que celui de prêts à moyen terme normaux.

Il fut aussi question, étant donné les difficultés que, comme nous l'avions prévu depuis longtemps, certaines entreprises avaient à rembourser leurs prêts, d'augmenter la durée de ceux-ci.

Le Conseil Économique, dans sa séance du 27 mai 1953, combattit ces suggestions en émettant l'avis suivant :

« Que, s'agissant de l'allongement de la durée des crédits à moyen terme, qui est souhaitable du point de vue industriel afin de diminuer les incidences des amortissements financiers sur les prix de revient, il n'y a pas lieu néanmoins de le recommander, la plus grande partie des prêts à moyen terme étant financée par le recours au réescompte de la Banque de France et au surplus tout ralentissement dans le rythme des remboursements ayant pour effet de favoriser injustement des entreprises qui auraient déjà eu accès au crédit et de ce fait déjà bénéficié pour la plupart des précédentes diminutions du pouvoir d'achat interne de la monnaie au détriment d'autres entreprises qui pourraient, quant à elles, avoir légitimement besoin de recourir au crédit; que dans ces conditions, la seule solution valable réside dans le transfert au long terme du moyen terme consolidé soit par le marché des capitaux, soit par les ressources propres des établissements publics, notamment du Crédit National. »

DISPOSITIONS LÉGISLATIVES INTÉRESSANT LES BANQUES

En septembre 1953, il fut annoncé que les Services du Secrétariat d'État aux Affaires Économiques préparaient un texte tendant à réprimer d'une façon plus efficace les prêts usuraires. Nous avons signalé dans notre dernière chronique, ainsi que dans d'autres publications, que certaines banques et établissements financiers pratiquaient ouvertement des taux usuraires sans que la puissance publique intervienne pour réprimer ces abus. Ce décret n'a pu être pris par suite d'objections du ministère de la Justice. Un projet de loi est actuellement à l'étude qui définira le délit d'usure par modification de l'article 462 du Code pénal.

Un décret a porté, à compter du 28 septembre 1953, à 10 millions (au lieu de 5), la limite au-dessus de laquelle les marchés de travaux et les marchés de fournitures passés par l'État sont soumis au mode de règlement par traite institué par la loi du 22 octobre 1940. D'autre part, à compter de cette même date, il ne sera plus émis de traites pour un montant inférieur à 500.000 francs; tout paiement partiel au titre de l'exécution des marchés ci-dessus visés qui porte sur une somme inférieure à un million de francs sera réglé intégralement au comptant.

Un certain nombre de décrets promulgués en exécution de la loi du 11 juillet 1953 sur le redressement économique et financier intéressent plus ou moins directement les banques.

Tels sont le décret du 9 août 1953 portant réforme du Registre du Commerce,

le décret du 9 août 1953 sur les Sociétés à Responsabilité limitée, les décrets du 22 septembre 1953 et 30 septembre 1953 sur la location gérance des fonds de commerce, le décret du 22 septembre 1953 relatif à la tenue des livres de commerce, le décret du 26 septembre 1953 portant simplification de formalités administratives, le décret du 30 septembre 1953 portant réglementation des Halles Centrales de Paris et créant une nouvelle caution bancaire.

ABAISSMENT DU TAUX D'ESCOMPTE DE LA BANQUE DE FRANCE

Comme nous l'avons déjà dit, le 17 septembre 1953, le taux d'escompte de la Banque de France fut abaissé de 4 à 3,5 %. Les partisans de la baisse invoquèrent pour justifier cette mesure les facteurs d'assainissement suivants : stabilisation des prix, baisse des stocks, amélioration de la balance des paiements, nécessité d'appuyer dans le domaine du crédit la politique de baisse du gouvernement, bien que, longtemps après que nous l'ayons fait dans cette chronique, le Conseil National du Crédit ait montré dans son dernier rapport la minime influence sur les prix d'une variation d'un point du taux d'intérêt pour la grande majorité des entreprises.

Quant à nous, la meilleure raison de baisse du taux de l'intérêt résidait dans le fait que la pression des banques sur l'Institut d'Émission pour le réescompte de leurs effets s'était atténuée. La diminution du taux de l'intérêt laissait intacts les autres taux pratiqués par la Banque de France (avances sur titres à 4,5 %, avances à 30 jours à 3,5 % escomptes hors plafond 5 1/2 %).

Le même jour, la Banque d'Angleterre abaissa également son taux de 4 à 3 1/2 %.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE

Dans son ensemble, l'année 1952 fut une année de répit et de stabilité, grâce à laquelle la pression des besoins de crédit se relâcha. Pendant le quatrième trimestre 1952, de même que pendant les trois premiers trimestres, les autorités monétaires ne furent amenées à prendre aucune mesure semblable à celles de l'année précédente. Elles se contentèrent de faciliter la reprise par l'Open Market de certains papiers relatifs au commerce d'exportation.

Mais l'excédent de bons du Trésor souscrits en prévision d'un abaissement du taux de l'escompte multiplia les emprunteurs contre effets publics, et le taux de l'argent resta ainsi très au-dessus de ce qui aurait dû être son maximum, c'est-à-dire 3,5 % taux des avances à 30 jours de la Banque de France.

Hors quelques jours de pointe, les taux se sont maintenus avec une remarquable stabilité au cours du 4^e trimestre 1952 à :

3 7/8 à 4 % contre effets publics,

4 1/4 à 4 1/2 % contre effets commerciaux.

Cette stabilité et ces mêmes taux caractérisèrent l'évolution du marché monétaire des sept premiers mois de l'année 1953, toutefois avec une nette orientation vers une réduction des capitaux destinés à financer les effets commerciaux et une recrudescence de ceux demandés contre garantie des effets publics.

Si on demandait moins de capitaux contre effets commerciaux, c'est que, du fait du fléchissement sensible de l'activité économique française, les banques étaient moins sollicitées par leur clientèle commerciale.

Par contre, en ce qui concerne les capitaux demandés contre effets publics, le même phénomène qu'en 1952 s'est reproduit à partir de juillet 1953.

Pressentant que les pouvoirs publics s'orienteraient vers une politique « d'argent bon marché » on en a déduit qu'un abaissement du taux d'émission des bons du Trésor pouvait intervenir : des souscriptions massives de bons ont été faites et aucune nouvelle facilité n'ayant été accordée ni par la Banque de France ni par la Caisse des Dépôts et Consignations, les porteurs de bons ont dû chercher à se financer sur le marché monétaire.

Lorsque, le 17 septembre 1953, la Banque de France a abaissé son taux d'es-compte de 4 % à 3 1/2, même sans modifier son taux d'avances à 30 jours qui restait inchangé à 3 1/2 et sans que quoi que ce soit ne fût changé au taux d'émission des bons du Trésor, la désillusion du marché fut très grande et l'échéance de fin septembre 1953 l'a reflétée avec un taux de 5 % contre effets publics, taux qui n'avait pas été pratiqué depuis 1926.

STATISTIQUE DES QUESTIONS MONÉTAIRES

a) *Circulation des billets de banque en France.*

Le montant des billets en circulation est passé de 1.883 milliards au 31 décembre 1951 à 2.123 milliards au 31 décembre 1952, soit une augmentation de 12,7 % nettement inférieure à celle des années précédentes :

1951	20 %
1950	22 %
1949	29 %
1948	7 % (1),
1947	25 %
1946	26 %
1945	Diminution de 0,35 % due à l'échange des billets,
1944	15 %
1943	32 %
1942	42 %

b) *Évolution du marché du franc et de l'or.*

Nous avons laissé le franc suisse à 90 en octobre 1952. Depuis cette date, il a eu des oscillations assez vives qui l'ont porté à 98 en avril 1953 pour finir à 90,50 en octobre 1953.

(1) La faiblesse de cette augmentation est la conséquence du retrait des billets de 5.000 francs.

COURS DU FRANC SUISSE SUR LE MARCHÉ PARALLÈLE A PARIS

	COURS OFFICIEL : 80	
	1952	1953
Janvier	102	95.50
Février	109.75	92
Mars	101	91.50
Avril	93.50	98
Mai	88.50	96
Juin	93.25	96
Juillet	93	92
Août	96.50	92.75
Septembre	93.70	92.50
Octobre	90	90.50
Novembre	94.50	
Décembre	96.25	

Quant à l'or, nous avons laissé le louis à 3.730 le 4 novembre 1952. Ce fut son point le plus bas de l'année 1952. En novembre et en décembre, il se tint aux environs de 3.800. La chute du cabinet Pinay provoqua la hausse du louis à 3.950 le 23 décembre et à 3.980 le 26. Il se maintint entre 3.500 et 3.800 jusqu'en juillet où il descendit à 3.700. Les grèves d'août le firent remonter à 3.880. Depuis septembre, il n'a fait que baisser pour s'établir à 3.450 francs le 30 octobre 1953, cours qui n'avait pas été atteint depuis 1950.

La stabilité du franc, malgré une balance des comptes désastreuse, des crises ministérielles incessantes, une inflation d'état, des grèves troublantes, a étonné maintes personnes comme elles furent surprises par la même stabilité lors de la flambée des prix provoquée par la guerre de Corée (1).

Le fait que nous sommes en perte d'inflation spéculative et commerciale explique la tenue du franc par rapport aux devises. Ce fait joue également dans la baisse de l'or avec d'autres facteurs propres au métal jaune, comme la chute des cours du métal sur les places étrangères et le besoin de disponibilités de notre place.

Cette situation fut aussi due à la stabilisation des prix et de la production. Mais eu égard à la situation politique, au spectacle décevant de la France cherchant un gouvernement pendant trente-six jours, à celui désastreux de grèves éclatant quelques jours après que des conventions collectives aient été signées entre les représentants de tous les syndicats ouvriers et du patronat, on aurait pu craindre une réaction sur les prix, les changes et l'or, comme cela s'est produit dans les périodes analogues. Il n'en fut rien. Si le franc est resté relativement stable c'est grâce également au contrôle des changes qu'il est devenu de mode depuis plusieurs années de vilipender en demandant son abrogation comme seule susceptible de consolider la monnaie et de ranimer l'économie et l'épargne. Nous ne ferons que répéter ce que nous écrivons ici depuis des années : la liberté d'une monnaie est la résultante d'une balance des comptes favorable et d'une économie solide. Si ces conditions ne sont pas remplies la liberté devient dangereuse pour la monnaie. Nous rappellerons, une fois de plus, que pendant la période de 1928 à 1931, la plupart des monnaies

(1) Cf. Notre chronique bancaire pour l'année 1950-1951, *Journal de la Société de Statistique de Paris*, 1951, p. 282.

dans le monde furent libres et convertibles en or et que cette situation ne fut qu'éphémère parce que la situation mondiale n'était pas saine.

c) *Avances de la Banque de France à l'État.*

Au début de l'année 1953, l'État, se trouvant dans une situation financière difficile, obtint de la Banque de France un prêt de 50 milliards se décomposant ainsi : augmentation du montant des avances provisoires d'une somme de 25 milliards de francs, celles-ci passant de 175 à 200 milliards de francs — cette avance devait être amortie à partir du 1^{er} janvier 1954 par l'affectation des bénéfices résultant de la gestion du fonds de stabilisation des changes et des dividendes de la Banque de France à l'État — et achats à concurrence de 25 milliards par l'Institut d'émission de bons du Trésor venant à échéance pour moitié le 22 avril 1953 et pour moitié le 22 mai 1953 (convention du 22 janvier 1953).

Les finances de l'État étant toujours aussi mal gérées, la situation empira et la Banque de France consentit une nouvelle avance de 80 milliards représentée par des achats de bons du Trésor venant à échéance le 31 mai 1953 (convention du 24 mars 1953).

Le 22 avril, l'État remboursa à la Banque de France une tranche de 25 milliards et le 22 mai une tranche semblable fut également versée. Par contre, l'échéance du 31 mai qui comprenait 80 milliards ne fut pas respectée et la convention du 28 mai la rapporta au 16 juin, échéance qui ne fut pas plus observée que la précédente et qu'une convention du 15 juin ajourna au 1^{er} juillet.

Le 23 juin 1953, nouvelle convention. Il est créé dans les livres de la Banque de France un compte spécial du Trésor Public sur lequel le Trésor pourra tirer à concurrence de 50 milliards et qui sera également débité le 1^{er} juillet 1953 de 80 milliards de francs représentant les bons du Trésor achetés par la Banque de France en exécution de la convention du 15 juin 1953, ces avances devant être remboursées le 10 juillet 1953.

Enfin, le 10 juillet 1953, une nouvelle convention accorda à l'État des avances spéciales pour un montant de 240 milliards qui devaient être employées en premier au remboursement du solde du compte institué par l'article précédent.

Ces avances devaient être remboursées par tranches de 20 milliards à l'expiration de chaque trimestre, et pour la première fois le 16 décembre 1953. L'amortissement de ces avances serait pris en charge par la Caisse autonome d'Amortissement de la Dette publique qui devait percevoir à cette fin les ressources nouvelles visées par la convention passée le même jour avec l'État.

En résumé, en six mois, l'État s'est fait avancer par la Banque de France 265 milliards, 25 milliards en avances provisoires et 240 milliards en avances spéciales.

d) *Modification du régime des comptes E. F. A. C.]*

Le 25 septembre 1953, l'Office des Changes a modifié le régime des comptes E. F. A. C. (Exportation, Frais Accessoires) en supprimant les 3 % libres.

Les exportateurs ne pourront plus importer dans la limite de leur compte

E. F. A. C. que des produits nécessaires à l'activité de leur entreprise tels que les matières premières et l'outillage. D'autre part, les exportateurs devront rapatrier chaque trimestre une partie des devises et des francs figurant dans les comptes E. F. A. C.

e) *Libération des échanges.*

L'Office des Changes a simplifié le 26 octobre 1952 le régime des transferts financiers à destination de l'étranger. Ce nouveau régime, applicable à tous les pays, fait du 1^{er} juillet 1953 la date critère des propriétés étrangères prises en considération pour ouvrir droit au transfert. Le propriétaire des valeurs immobilières françaises pour lesquelles le transfert est demandé n'est plus dans l'obligation de certifier de sa qualité de non-ennemi.

Le 5 octobre 1953, l'Office des Changes a fait connaître qu'il autorisait les intermédiaires agréés à étendre aux opérations à terme les arbitrages multilatéraux pratiqués au comptant depuis le 18 mai 1953 sur les devises suivantes de pays membres de l'U. E. P. : franc belge, franc français, couronne danoise, florin, livre sterling, couronne suédoise, franc suisse, deutschmark. Cette mesure devait entraîner un nivellement des taux sur les reports et les déports. Elle constituait un nouveau pas vers la libération des changes.

Le programme d'importations du 1^{er} octobre 1953 au 31 mars 1954 a libéré un certain nombre de produits qui ne seront plus soumis qu'à la formalité d'une demande de licence qui sera accordée automatiquement.

Ces produits qui représentent chaque mois quatre millions de dollars devront provenir exclusivement de pays membres de l'O. E. C. E. ou de leurs territoires d'outre-mer.

A la fin du mois d'octobre, M. Edgar Faure annonça que le gouvernement portait de 8 % à 20 % le pourcentage de la libération de ses échanges, les 12 % supplémentaires représentant exclusivement des matières premières dont l'entrée en France était jusque-là soumise à l'obtention de licences d'importation.

En octobre 1953, le gouvernement décida d'étendre aux exportations vers les pays de l'Est le remboursement de charges fiscales et sociales.

Tels furent les efforts tentés par le gouvernement pour revenir à la liberté des échanges et à la convertibilité de la monnaie.

Nous rappelons une fois de plus que le retour à la liberté des échanges, à la convertibilité de la monnaie sont des résultantes d'une déterminante qui est la conjoncture de l'économie. Il y a plus d'un demi-siècle, Raphaël-Georges Levy qui fut Président de notre Société écrivait : « Les effets salutaires du retour à la convertibilité or ne sont durables que si la situation économique générale du pays se modifie. »

Pierre CAUBOUÉ.